

Questions orales

[Traduction]

Voici ma question au ministre: est-ce qu'il va maintenant faire ce qui s'impose s'il veut protéger l'emploi, pour favoriser la construction de logements et protéger les agriculteurs, soit dire au gouverneur de la Banque du Canada de ne pas augmenter ces taux demain?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est la même question exactement que celle que le député vient de me poser il y a un instant. Je lui répéterai qu'il est économiste. Je pense que c'est bien là ce qu'il a étudié à l'université, à la London School of Economics. Il n'y a pas de baquette magique qui permette de commander ainsi aux taux d'intérêt.

M. Broadbent: Il ne s'agit pas de baquette magique.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): J'invite le député à examiner de près les performances économiques des 14, 16 derniers mois: 450,000 emplois ont été créés. Les intentions d'investissement sont montées en flèche.

M. Broadbent: Et vous allez perdre tout cela maintenant.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le député dit que nous allons perdre tout cela. Je me rappelle qu'en novembre 1984, quand nous avons présenté l'exposé économique, le député a déclaré qu'il allait faire supprimer 150,000 emplois. Monsieur le Président, c'est 450,000 emplois qui ont été créés.

Des voix: Bravo!

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE PARLEMENTAIRES FRANÇAIS

M. le Président: A l'ordre! Permettez-moi de signaler la présence à notre tribune d'une délégation de parlementaires français constituée de M. Charles Pistre, de M. Pierre Bernard et du sénateur Jacques Durand.

Des voix: Bravo!

* * *

● (1430)

[Français]

L'INDUSTRIE

ON DEMANDE SI LE CABINET A RECOMMANDÉ DE FERMER LA RAFFINERIE GULF ET D'ACCORDER LA TRANSACTION À ULTRAMAR

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre, suite à la question de mon collègue hier qui

disait que son gouvernement n'avait pas pris de décision de fermer la raffinerie Gulf.

Le secrétaire d'État, à l'émission *Le Point*, à laquelle j'ai participé avec lui, a mentionné que le Cabinet avait été consulté. Et le ministre des Communications, dimanche, a déclaré à la radio que le Cabinet avait décidé.

Une voix: Question!

M. Malépart: Le premier ministre peut-il nous dire si le Cabinet a recommandé au président du Comité permanent de l'expansion économique régionale de fermer la raffinerie Gulf et d'accorder la transaction à Ultramar?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il est évident qu'en choisissant de garder le silence pendant trois ans alors que les raffineries fermaient leurs portes dans l'est de Montréal, le député de Montréal-Sainte-Marie a perdu toute crédibilité et a trahi son devoir, envers ses commettants, de parler en leur intérêt. C'est cela qu'il a fait.

Monsieur le Président, la transaction... oui, mais je sais que cela fait tort aux libéraux, je sais que cela fait tort, que les bonnes nouvelles, par exemple, comme celle annoncée par le ministre des Finances, leur déplaisent.

Monsieur le Président, le fait est que, contrairement au gouvernement libéral qui a fermé trois raffineries, nous sommes en train de travailler avec des intervenants appropriés afin de trouver une vocation nouvelle et appropriée pour les installations en question. Donc, au lieu de fermer l'industrie de raffinage dans l'est de Montréal, nous sommes en train de la bâtir, contrairement aux libéraux.

M. Malépart: Monsieur le Président, je pourrais dire au premier ministre qu'en 1983-1984, il n'a pas fait son travail en tant que député de l'opposition. Il devait sûrement être à la solde des Américains à ce moment-là.

LA SITUATION DANS L'EST DE MONTRÉAL—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que le premier ministre, compte tenu du fait qu'il...

Une voix: Il dit n'importe quoi.

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre! Posez la question, je vous prie.

[Français]

M. Malépart: Compte tenu du fait que le premier ministre commence à démontrer une ouverture assez intéressée à l'est de Montréal, est-ce qu'il peut nous dire s'il appuie les démarches entreprises par le gouvernement Bourassa auprès d'Ultramar, afin que celle-ci vende la raffinerie Gulf dans l'est de Montréal à Gaz Métropolitain et si lui personnellement serait prêt à appeler les gens d'Ultramar afin de trouver une solution à ce problème?